

Lycée(s) **Général** Technologique Professionnel

Niveau(x) CAP Seconde **Première** Terminale

Enseignement(s) Commun De spécialité Optionnel

**Bachibac**

**Histoire**

## Thème 1 – La France et l'Espagne dans l'Europe des nationalités (1814-1914)

### Sommaire

Rappel du programme	2
Présentation générale du thème	3
<b>Chapitre 1 – L'Europe entre restauration et révolution (1814-1848)</b>	<b>4</b>
• Enjeux historiographiques	4
• Orientations pour la mise en œuvre	8
<b>Chapitre 2 – L'évolution politique de l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle : construction de l'État libéral et restauration des Bourbons</b>	<b>13</b>
• Enjeux historiographiques	13
• Orientations pour la mise en œuvre	17
<b>Chapitre 3 – L'évolution politique de la France de la II<sup>e</sup> à la III<sup>e</sup> République</b>	<b>21</b>
<b>Bibliographie et ressources</b>	<b>22</b>
• Sur le chapitre 1	22
• Sur le chapitre 2	23
• Sur le chapitre 3	24

## Rappel du programme

### Chapitre 1 — L'Europe entre restauration et révolution (1814-1848)

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer la volonté de clore la Révolution, dont témoigne la restauration de l'ordre monarchique européen, ainsi que la fragilité de l'œuvre du congrès de Vienne.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les deux expériences de monarchie constitutionnelle en France (la charte de 1814 ; la charte révisée de 1830) ;</li> <li>• le projet de construire une paix durable par un renouvellement des règles de la diplomatie ;</li> <li>• l'essor du mouvement des nationalités, qui remet en cause l'ordre du congrès de Vienne ;</li> <li>• la restauration de l'absolutisme en Espagne sous le règne de Ferdinand VII (la répression contre les <i>afrancesados</i>) ;</li> <li>• l'expédition française de 1823 en Espagne contre le gouvernement libéral espagnol (prise du Trocadéro) ;</li> <li>• les deux poussées révolutionnaires de 1830 et 1848 en France et en Europe.</li> </ul>
-----------------------	---

### Chapitre 2 — L'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle : construction de l'État libéral et restauration des Bourbons

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à présenter les grandes phases de l'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle et la construction conflictuelle de l'État libéral.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les progrès du libéralisme sous le règne d'Isabel II (1833-1868) ;</li> <li>• le « <i>sexenio democrático</i> », la recherche d'alternatives politiques et l'échec du projet républicain (1868-1874) ;</li> <li>• la restauration des Bourbons en 1874 : un nouveau système et un nouveau paysage politiques.</li> </ul>
-----------------------	---

### Chapitre 3 — L'évolution politique de la France de la II<sup>e</sup> à la III<sup>e</sup> République

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer comment se construit très progressivement un régime démocratique en France dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en œuvre de principes démocratiques hérités de la Révolution lors de la Deuxième République ;</li> <li>• l'échec du projet républicain en raison des tensions qui s'expriment (entre conservateurs et républicains, villes et campagnes, bourgeois et ouvriers) ;</li> <li>• les traits caractéristiques du Second Empire, régime autoritaire qui s'appuie sur le suffrage universel masculin, le renforcement de l'État, la prospérité économique, et qui entend mener une politique de grandeur nationale ;</li> <li>• les oppositions rencontrées par le Second Empire et la répression qu'il exerce (proscriptions de Victor Hugo, Edgar Quinet, etc.) ;</li> <li>• la politique de la France face aux mouvements nationaux en Europe, notamment les unifications de l'Italie et de l'Allemagne ;</li> <li>• 1870-1875 : l'instauration de la République et de la démocratie parlementaire ;</li> <li>• le projet d'unification de la nation autour des valeurs de 1789 et ses modalités de mise en œuvre (symboles, lois scolaires, etc.) ;</li> <li>• les oppositions qui s'expriment (courants révolutionnaires, refus de la politique laïque par l'Église catholique, structuration de l'antisémitisme autour de l'affaire Dreyfus, nationalisme, etc.).</li> </ul>
-----------------------	--

## Présentation générale du thème

Ce premier thème de la classe de première Bachibac s'inscrit dans la continuité chronologique du programme de la classe de seconde. Il prolonge l'étude de « la Révolution et de l'Empire : une nouvelle conception de la nation et ses conséquences en Europe 1789-1814 » en mettant en avant la place de l'Espagne et de la France dans l'Europe des nationalités entre 1814 et 1914, du congrès de Vienne à la veille de la Première Guerre mondiale. La question de la nation et l'émergence du mouvement des nationalités dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle est au cœur de ce premier thème du programme de première.

Centré sur l'étude de l'Europe entre restauration et révolution de 1814 à 1848, le premier chapitre insiste, s'agissant de l'Espagne, sur la restauration de l'absolutisme en Espagne sous le règne de Ferdinand VII et sur l'expédition française de 1823 en Espagne contre le gouvernement libéral. Il s'agit donc ici de montrer aux élèves que l'Espagne n'échappe pas au cadre européen fixé par le congrès de Vienne, et qu'elle connaît à la fois un rétablissement de l'absolutisme mais aussi des expériences libérales et nationales durant la période dite du *Trienio liberal* ou *Trienio constitucional*.

Ce premier point d'étude peut être articulé au second chapitre, entièrement consacré à l'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle et qui prolonge l'étude de la restauration monarchique en Espagne après 1820. Ce chapitre doit permettre l'étude des « grandes phases de l'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle et la construction conflictuelle de l'État libéral ».

Ce thème mobilise les notions suivantes : **révolution, contre-révolution, restauration, nation, libéralisme, république, souveraineté.**

**On pourra consacrer à ce thème de 15 à 18 heures.**

**Problématique générale du thème :** Comment la France et l'Espagne participent-elles aux grands bouleversements politiques traversant l'Europe des nationalités entre 1814 et 1914 ?

## Chapitre 1 – L'Europe entre restauration et révolution (1814-1848)

### Enjeux historiographiques

Depuis les années 1990-2000, l'étude des restaurations monarchiques post-révolutionnaires en Europe a connu un profond renouvellement historiographique, sous l'influence notamment de l'histoire sociale et culturelle.

Comme le souligne Pierre-Marie Delpu, « l'une des lignes fortes de l'historiographie récente a été de nuancer la rupture entre période révolutionnaire et impériale d'un côté et Restauration de l'autre. À rebours de l'interprétation qui a longtemps prévalu, qui opposait le progressisme révolutionnaire à la réaction monarchique de l'après-1815, on connaît désormais mieux les éléments d'innovation dont les Restaurations européennes ont été porteuses [...]. En s'intéressant plus précisément aux cultures politiques des partisans et des adversaires des restaurations monarchiques, des travaux ont ainsi montré la capacité d'innovation décisive de cette période dans le domaine politique et juridique, à travers la nécessité d'adapter à des monarchies traditionnelles des systèmes institutionnels en grande partie hérités de la Révolution et de l'Empire<sup>1</sup>. »

Cette approche novatrice des restaurations en Europe dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle s'est aussi nourrie des apports de l'histoire globale, à la suite des travaux de Christopher Bayly qui, dans son ouvrage *La Naissance du Monde moderne*, publié en français en 2006, souligne que « l'éveil vigoureux des nationalités à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est un phénomène mondial [...]. À l'échelle du monde [...] les deux grandes séries de crises imbriquées entre celles qui affectèrent le monde, d'abord entre 1780 et 1815, puis entre 1848 et 1865, accélèrent la construction des identités nationales encore balbutiantes [...]. Cette montée en puissance et cette généralisation du sentiment identitaire [...] furent aussi le résultat de nouvelles possibilités de communication inter-régionales ainsi que du transfert et de l'adaptation des idéologies<sup>2</sup>. »

Dans le cadre de la section binationale, il est intéressant de souligner que de nombreux travaux historiques analysent les phénomènes révolutionnaires qui traversent l'Europe comme des faits transnationaux, favorisés par la circulation des hommes et des idées : « Les deux révolutions de 1830 et de 1848 ont été réévaluées comme des événements européens, appuyés sur des circulations transnationales d'hommes et d'idées<sup>3</sup>. »

Pendant cette période, comme le souligne Pierre-Marie Delpu, « l'Europe des peuples est une construction alternative portée par des patriotes, pour la plupart héritiers de la Révolution et de l'Empire, en opposition aux principes de la Sainte-Alliance. [...] elle se développe surtout avec la vague révolutionnaire qui touche une partie de l'Europe méridionale au début des années 1820 (Espagne, Royaume des Deux-Siciles, Piémont-Sardaigne, Portugal, Grèce). Malgré la dispersion géographique des combats nationaux, la circulation des révolutionnaires liée à leurs expériences combattantes (mercenariat et volontariat armé) et à l'exil politique auquel ils sont nombreux à prendre part,

1. Pierre-Marie DELPU, « Révolutions, restaurations, nations (Europe, 1814-1871) », *Regards historiques 1ère. Nations, empires, nationalités de 1789 aux lendemains de la Première guerre mondiale*, Paris (Nathan), 2019. L'article est consultable [en ligne](#). Dans son article, cet historien fait référence à l'ouvrage sur les Restaurations de Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS, qui renouvelle le regard porté sur les restaurations européennes : Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS (dir.), *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe post-napoléonienne (1814-1830)*, Rennes (PUR), 2015.

2. Citation extraite de Sylvie APRILE, *1815-1870, la Révolution inachevée*, Paris (Belin), coll. « Histoire de France », 2014, p. 543 (chapitre L'atelier de l'historien, revisiter le XIX<sup>e</sup> siècle français).

3. Pierre-Marie Delpu, *op. cit.*, p. 7.

les sociabilités auxquelles ils participent, la diffusion de l'information par la presse patriotique constituent des expériences unificatrices, récemment identifiées comme les signes d'un " contre-monde libéral " dans lequel s'ancraient les contestations contre l'Europe du Congrès de Vienne<sup>4</sup>. »

L'historiographie récente s'intéresse aussi aux pratiques sur lesquelles reposent le caractère internationalisé des constructions nationales et à la circulation européenne de modèles politiques communs<sup>5</sup> par « les sociétés secrètes démocratiques, dominées par les Charbonneries essentiellement présentes en Italie et en France, les bataillons de volontaires armés, l'exil politique, ou encore la mise en œuvre de réseaux de financement à l'échelle internationale<sup>6</sup>. »

Le phénomène de l'exil politique est aussi au cœur des travaux de nombreux historiens et d'historiennes sur le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Ces travaux s'intéressent notamment aux moyens mis en œuvre par les exilés pour poursuivre leur engagement politique et aux circulations combattantes en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. S'agissant des exilés espagnols dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux travaux d'historiens français et espagnols se penchent sur la thématique, et notamment sur l'exil des *afrancesados*<sup>8</sup>. Cette thématique a connu dans l'historiographie un regain d'intérêt en 2008 à l'occasion de la célébration du bicentenaire de la Guerre d'indépendance mais, comme le souligne l'historien Jean-Philippe Luis : « *Sin constituir un tema sobresaliente, el afrancesamiento se benefició de la coyuntura del bicentenario para conocer un paso adelante en su estudio. Biografías, estudios locales, sobre el clero y las mujeres*<sup>9</sup> han aportado datos de interés. Sin embargo, lo más importante es quizá una reflexión sobre los motivos que incitaron a ciertos individuos a elegir el bando josefino, y sobre la identificación del grupo por sí mismo y por los demás. Al final, el término y la categoría «afrancesado» resulta problemático, tanto para designar a los que colaboraron con los franceses, como para designar la experiencia política de los antiguos josefinos que desempeñaron un papel relevante después de la Guerra de la Independencia<sup>10</sup>. »

Enfin l'historien Ramón Arnabat a étudié les raisons de l'exil et son impact sur l'évolution de la vie politique espagnole tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>.

4. *Idem*, p. 6. La notion de contre-monde libéral est empruntée par l'auteur à Walter BRUYERE-OSTELLS, « Internationale libérale ou contre-monde libéral ? Des degrés et des espaces d'opposition aux Restaurations », dans Jean-Claude CARON, Jean-Philippe LUIS (dir.), *Rien appris, rien oublié ? op. cit.*, p. 365-378.

5. Pierre-Marie DELPU, « Les nations européennes au temps de l'Europe des princes (1814-1848) », *Historiens et géographes* n° 453 (mars 2021), p. 139-145. Dans son article, [consultable en ligne](#), cet auteur souligne que « dans ce paysage répressif renouvelé, l'engagement libéral et patriotique se reconstitue autour des sociétés secrètes, qui connaissent un réel développement à la fin des années 1810. Des travaux récents ont mis au jour les circulations européennes dont les Charbonneries ont relevé, particulièrement en France et dans les États italiens. Elles voient circuler des modèles politiques communs, dont celui de la révolution d'Espagne – et du répertoire utilisé par ses acteurs, notamment le *pronunciamento* qui consiste à proclamer les revendications du peuple – alors réinvesti dans plusieurs insurrections contemporaines, notamment à Naples et en Piémont en 1820 et 1821 ».

6. Pierre-Marie DELPU, *op. cit.*, p. 6. Des émigrés espagnols établis en France ont ainsi participé à la révolution de juillet 1830 : voir Delphine DIAZ, « Des barricades cosmopolites ? Enquête sur les étrangers à Paris en juillet 1830 », *Le Magasin du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 8, 2018, p. 110-116.

7. Delphine DIAZ et Sylvie APRILE, *Les réprouvés. Sur les routes de l'exil dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris (Éditions de la Sorbonne), 2021 ; Delphine DIAZ, *En Exil. Les réfugiés en Europe, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris (Gallimard), 2021.

8. Sur cette thématique, on pourra consulter utilement le [dossier sur los Afrancesados](#) coordonné par l'historien Pedro Rujula dans *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, vol.95 n°3 (2014), et l'ouvrage de Juan LÓPEZ TABAR, *Los famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833)*, Madrid (Biblioteca Nueva), 2001.

9. Sur *las mujeres afrancesadas*, voir Elisa MARTÍN-VADEPEÑAS, « "Mis señoras traidoras": las afrancesadas, una historia olvidada » », *Revista HMiC*, numéro VIII, 2010. Accessible [en ligne](#).

10. Jean-Philippe LUIS, « El afrancesamiento, una cuestión abierta », *Ayer* 86/2012 (2), p. 89-109.

11. Ramón ARNABAT, « El exilio cotidiano: sociedad, violencia y guerra civil en el siglo español », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine, De 1808 au temps présent*, n° 21 (automne 2018), disponible [en ligne](#).

## Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux textes à confronter pour éclairer différentes visions des restaurations en Espagne.

**Josep FONTANA, Ramón VILLARES, *Historia de España. La época del liberalismo (volumen 6)*, Barcelona (Ed. Critica), 2018 (7<sup>a</sup> edición), p. 87-125.**

*El intento de restaurar en 1814 el régimen que se había hundido en 1808, más por sus propias debilidades que por el empuje de la invasión francesa, era insensato. Por más que el monarca quisiera quitar "de en medio del tiempo" todo lo que se había hecho desde 1808, la guerra dejaba tras de sí rastros que no podían borrarse fácilmente. [...]*

*Los seis años de la primera restauración del absolutismo fueron una época de inestabilidad política, en que desfilaron por el gobierno hasta treinta ministros distintos. [...] El crédito del absolutismo restaurado y las esperanzas que una gran parte de la población había puesto en el retorno del "deseado" Fernando VII se fueron agotando gradualmente. [...] Los intentos de restablecer el liberalismo, protagonizados generalmente por militares, comenzaron muy pronto.*

*El primero se produjo en septiembre 1814 con Espoz y Mina, al que siguió en 1815 la intentona de Juan Díaz Porlier, "el Marquesito", un héroe de la guerra de independencia que fue ahorcado en la Coruña, y en 1816 la llamada "conspiración del Triángulo", que se proponía matar al rey [...]*

*El comandante Rafael de Riego se sublevó el primero de enero de 1820 al frente de una columna de 16000 hombres [...] la revolución había triunfado como consecuencia de una serie de movimientos revolucionarios que comenzaron en la Coruña el 21 de febrero y siguieron en Zaragoza, Tarragona, Segovia, Pamplona, Barcelona y Cádiz. Consciente de su debilidad, Fernando VII aceptó el 7 de marzo la constitución de 1812, la juró el día 9 y el 10 publicó un manifiesto en que afirmaba: "Marcharemos francamente, y yo el primero, por la senda constitucional".*

*La etapa que va de 1820 a 1823, el llamado "trienio constitucional", significó la primera oportunidad real de poner en prácticas las reformas políticas publicadas por las cortes entre 1810 y 181, y sirvió, por ello, para mostrar las limitaciones de este proyecto, más reformista que realmente revolucionario, que quiso transformar la sociedad española sin perjudicar los intereses establecidos, y muy especial los de la aristocracia latifundista. [...]*

*Las potencias de la Santa Alianza que en 1823 "liberaron" a Fernando VII del régimen constitucional pretendían restablecer la paz interior y conseguir que el monarca adoptase una política moderada y pusiera orden en la administración, con el fin de que España alcanzase estabilidad política y dejase de ser un foco de agitación permanente. Lo primero en que falló el absolutismo restaurado fue en el terreno de la pacificación interior. Tras la cruenta guerra civil que había enfrentado a media España contra otra media había tantas heridas abiertas que todos los intentos de apaciguamiento resultaron vanos. Una explosión general de violencia, surgida desde abajo, cubrió de inmediato el país de venganzas y atropellos, practicados sin sujetarse a ninguna autoridad ni seguir norma alguna. [...]*

*El rey mostró en estos años un ánimo dividido entre su miedo a la revolución – que le llevaba a rechazar cualquier proyecto de amnistía y a procurar que se castigase despiadadamente a los liberales- y la conciencia de que le era necesario aceptar la línea del reformismo moderado que le proponían unos ministros de los que no podía prescindir, porque eran los únicos capaces de asegurar el funcionamiento de la maquinaria del estado, pero que quienes no se fiaba por entero, lo que llevaba a controlarlos y espiarlos.*

**Jean-Philippe LUIS, « Les restaurations de l'absolutisme », in Jordi CANAL (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021, p. 37-45.**

L'Espagne a connu deux Restaurations entre 1814 et 1820, puis entre 1823 et 1834, qui interrompirent par la force deux expériences libérales, celle des Cortès de Cadix et celle du *Trienio liberal* (1820-1823). Dans les deux cas, Ferdinand VII effaça toutes les réformes libérales par les décrets du 4 mai 1814 et du 1<sup>er</sup> octobre 1823 pour revenir à la légalité d'avant 1808. Les restaurations correspondaient à une volonté de retour complet à l'Ancien Régime. Pour cette raison, elles sont traditionnellement perçues comme des parenthèses de répression et d'obscurantisme retardant l'avènement définitif du régime libéral en 1834. Cette vision est pourtant réductrice : rien ne pouvait plus être comme avant et ces restaurations contraignirent la monarchie absolue à inventer des modes d'adaptation à la situation nouvelle qui influencèrent par la suite la construction de l'État et de la société libérale. [...] Si les deux restaurations rétablissent par la force l'absolutisme, le contexte et les modalités de chacune d'entre elles sont très différentes. La première, en 1814, s'appuie sur un soutien ou la passivité de la majorité de l'opinion alors que la deuxième, celle de 1823, ne peut se concrétiser que grâce à une intervention militaire extérieure : celle des troupes françaises des Cent mille fils de Saint-Louis. [...]

Deux contradictions majeures sont largement responsables de l'échec des Restaurations. D'abord, la faiblesse des ressources de l'État et la fiscalité. [...] En deuxième lieu, les contradictions entre absolutisme et contre-révolution. Les Restaurations ont mis à nu une contradiction déjà ancienne entre le projet politique contre-révolutionnaire et l'absolutisme des Bourbons. La contre-révolution trouvait sa source dans le mouvement apologétique, né en Espagne dans l'opposition à l'absolutisme éclairé des Bourbons. Elle rejetait ce dernier modèle car elle le percevait comme despotique et dénonçait la mainmise de l'État sur la société qu'il engendrait. Or, Ferdinand VII avait été formé à l'idéologie du despotisme éclairé dont il avait surtout retenu le premier terme. À certains égards, Ferdinand VII poursuit la tâche d'accroissement du rôle de l'État mené par ses prédécesseurs en centralisant et rationalisant l'appareil administratif du pays, en reprenant les attaques contre les *fueros* de Navarre, en ne convoquant pas les Cortès traditionnelles réclamées par les contre-révolutionnaires, ou en rétablissant pas la justice seigneuriale passée aux mains de l'État.

La contradiction interne au sein des partisans des restaurations fut longtemps masquée par la lutte contre les libéraux. Elle ne se manifesta véritablement qu'à partir de 1825 et donna lieu en 1827 au grand soulèvement des *agraviados* (offensés) en Catalogne. Progressivement, les contre-révolutionnaires, qu'on appelait aussi les apostoliques, se détachèrent de Ferdinand pour mettre leurs espoirs dans les mains de son frère Don Carlos. Là se trouve l'origine du carlisme. Ferdinand VII fut donc confronté lors de sa seconde restauration à une double opposition armée : celle des libéraux qui, de l'extérieur, continuaient à tenter de renverser le régime et celle des apostoliques qui entretenaient localement un climat de guerre civile larvée, puis ouverte à partir de 1832. [...] Ferdinand VII avait retenu une partie des leçons de l'échec de la première restauration. Il avait vu son régime s'effondrer sans aucune résistance en janvier-février 1820 après le *pronunciamiento* de Riego, emporté par l'impopularité et la résurgence de l'esprit révolutionnaire. En 1823, sa première réaction consista à trouver des moyens plus efficaces pour éradiquer durablement le libéralisme. Il fallait ensuite éviter la gestion chaotique des années 1814-1820 pour redonner quelques moyens financiers à l'État, tout en restant dans un système absolutiste. La seule voie possible consistait en une rationalisation de l'État et dans l'introduction d'une certaine dose de libéralisme dans l'économie. Ferdinand VII n'accepta jamais un tel programme. Par pragmatisme, il se laissa convaincre entre 1825 et 1830 par un groupe d'absolutistes, conscients de l'incurie des contre-révolutionnaires et de l'utopie de leurs propositions. [...] Le roi ne leur permit jamais de mettre en œuvre sans entrave leurs projets car il ne voulait pas paraître otage d'une tendance et conservait à cet effet des contre-révolutionnaires parmi ses ministres. Ces hommes étaient des absolutistes pragmatiques mais aussi des *afrancesados* qui partageaient la même culture : celle de la bureaucratie de la *Ilustración*, rénovée par l'expérience napoléonienne. Leur idéal politique était une monarchie absolue, favorisant la croissance économique au travers d'une administration œuvrant sans entraves sur un corps social politiquement inerte.

## Orientations pour la mise en œuvre

*Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.*

Ces orientations sont centrées sur l'évolution politique de l'Espagne. La fiche eduscol relative au [thème 1 du programme de Première](#) éclaire le contexte européen et le cas français. On pourra mettre en avant pour l'Espagne la restauration de l'absolutisme sous le règne de Ferdinand VII, la tentative de mise en œuvre d'une expérience libérale dans le pays et son échec en lien avec l'intervention française de 1823, qui s'insère dans le cadre de la diplomatie européenne définie par le congrès de Vienne. Enfin, on pourra souligner le retour de la monarchie avec la seconde restauration afin de faire le lien avec le chapitre 2.

## La place du chapitre dans la scolarité des élèves

Au cycle 4, en classe de quatrième, les élèves ont étudié « L'Europe et le monde au XIX<sup>e</sup> siècle », et notamment les révolutions de 1848, dans l'objectif de montrer que « la révolution de 1848, qui traverse l'Europe, fait évoluer [...] l'idée de nationalité [...] <sup>12</sup> ».

## Éléments de problématisation

De manière générale, ce chapitre vise à expliquer la restauration monarchique en Europe dans le cadre du projet de paix établi par les puissances du congrès de Vienne tout en soulignant les remises en question de cette restauration, liées à l'expansion des idées libérales et du mouvement des nationalités sur le continent européen. Ce chapitre invite à replacer l'histoire de la France et de l'Espagne à une échelle européenne, afin d'étudier les diverses expériences politiques à l'œuvre dans les deux pays durant les années 1820-1830.

**Problématique générale du chapitre :** En quoi l'alternance des tentatives de restauration de l'ordre monarchique en Europe, particulièrement en Espagne (1814-1848), et des divers mouvements révolutionnaires témoigne-t-elle à la fois d'une volonté de clore la période de la révolution et de l'expansion des idées libérales ?

12. BOEN n° 31 du 30 juillet 2020, programme d'histoire-géographie, cycle 4, p. 83. <https://eduscol.education.fr/document/621/download>

## Comment mettre en œuvre l'étude de l'Espagne de 1814 à 1833 dans le chapitre 1 ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

On pourra mettre en avant les trois points suivants :

- La restauration monarchique en Espagne et la politique menée sous le règne de Ferdinand VII, notamment contre les libéraux (1814-1820) ;
- L'expérience politique libérale du *Trienio liberal* (1820-1823) et les raisons de son échec (raisons extérieures et intérieures) ;
- La seconde restauration de la monarchie et les timides réformes de la fin du règne de Ferdinand VII (1823-1833).

## Comment s'effectue la restauration de l'ordre monarchique en Espagne entre 1814 et 1820 : « *el sexenio absolutista* » ?

Lorsque le roi Ferdinand VII revient en Espagne à la fin de la guerre d'indépendance, il s'évertue à restaurer l'entière de ses pouvoirs et rétablit l'Ancien Régime, en faisant fi de la révolution libérale ayant traversé le pays pendant les années de guerre<sup>13</sup>. Le roi dispose de multiples soutiens, notamment parmi les députés des Cortès. Une soixantaine d'entre eux rédigent en 1814 *el Manifiesto de los Persas*, ardent appel pour un retour à l'Ancien Régime. Par ailleurs, il est perçu par la majorité de la population comme l'incarnation pour le pays du retour à la paix après la guerre de 1808-1812<sup>14</sup>. Fort de ce soutien, le roi décide par un décret du 4 mai 1814, qui retentit alors comme un coup d'État, que la Constitution de 1812 et l'ensemble des décrets pris par les Cortès sont nuls et non avenue. Dans le même temps, il ordonne l'arrestation et la répression des députés libéraux comme des *afrancesados*, dont certains décident de prendre le chemin de l'exil.

Pendant la période qui s'ouvre alors, le règne de Ferdinand VII est caractérisé par de multiples difficultés intérieures comme extérieures : forte instabilité gouvernementale, difficultés financières, notamment à cause des efforts engagés pour enrayer le processus d'émancipation des colonies en Amérique<sup>15</sup>.

Enfin, malgré la répression, l'opposition libérale contre la restauration monarchique reste vivace et s'illustre par de multiples *pronunciamientos*, qui échouent tous, à l'exception de celui du général Riego en 1820<sup>16</sup>. Ce succès contraint le roi à amorcer un

13. Ferdinand VII détient une double légitimité, celle accordée par le Traité de Valençay (11 décembre 1813) et celle des Cortès de Cadix qui lui ont juré fidélité et qui l'attendent à Madrid pour qu'il jure sur la Constitution.

14. Sur l'évolution de l'image du roi Ferdinand VII, de nombreux travaux ont été publiés par des chercheurs espagnols. Ces travaux mettent l'accent sur les processus qui ont conduit à construire l'image du roi Ferdinand VII, de ses actions et comment cette « fabrication » a évolué dans l'historiographie. Sur ce point, voir l'article de Manuel Moreno Alonso, « *La "fabricación" de Fernando VII* », *Revista AYER* 41/2001, p. 18, et le livre de l'historien Emilio La Parra, *Fernando VII. Un rey deseado y detestado*, Barcelone (Tusquets ed.), 2018, dans lequel il analyse la complexité de la figure du roi et de sa politique dans le contexte international et européen du XIX<sup>e</sup> siècle.

15. On pourra se référer à la ressource d'accompagnement consacrée au thème 2 du programme de première Bachibac.

16. Sur cet événement, voir la [page dédiée](#) sur le site du ministère de la Culture espagnole, ainsi que la [notice biographique](#) de Riego sur le site des Archives espagnoles.

tournant libéral, à accepter de rétablir la Constitution de Cadix et à lui jurer fidélité. S'ouvre alors en Espagne la première expérience libérale après celle de 1812, avec la période du *Trienio liberal* durant laquelle les gouvernements appliquent les principes et les idées énoncés par la Constitution de Cadix, malgré les divergences qui apparaissent au sein du libéralisme espagnol.

### Pourquoi, après le soulèvement de 1820, l'expérience du *Trienio liberal* s'est-elle soldée par un échec ayant conduit à la restauration absolutiste du roi Ferdinand VII en 1823 ?

Le rétablissement des libertés en Espagne conduit à la création de sociétés patriotiques, de lieux de débats pour les libéraux et d'outils de politisation des citoyens. Ces sociétés sont la base à partir de laquelle se constitue une diversité de groupes politiques. Au sein du libéralisme, on assiste à une division en deux courants distincts :

- les libéraux modérés, dont la majorité sont d'anciens députés libéraux de Cadix ou des penseurs des Lumières (*Ilustrados*), restent les défenseurs d'une application prudente de la Constitution de 1812. Méfiants à l'égard du roi, ils composent cependant avec lui, par crainte d'un nouveau coup d'État, mais aussi parce qu'ils ne souhaitent pas précipiter l'évolution libérale du régime, de peur qu'elle n'échoue comme en 1812 ;
- les libéraux progressistes ou radicaux, dont bon nombre ont joué un rôle clé dans le soulèvement de 1820, souhaitent faire évoluer l'esprit de la Constitution de 1812 et œuvrent pour une mise en place rapide des réformes facilitant une transformation politique et sociale du pays tout en luttant énergiquement contre les forces réactionnaires, incarnées par le roi et ses soutiens.

Ces deux tendances illustrent, au-delà de leurs points communs, deux visions différentes de la politique du pays, de son organisation sociale et de la structuration de l'État libéral. Ces deux conceptions marqueront aussi de manière prégnante la vie politique espagnole lors du règne d'Isabelle II, où elles participeront à l'élaboration et au renforcement de l'État libéral.

Malgré leurs désaccords, les divers gouvernements libéraux qui se succèdent pendant le *Trienio* doivent faire face à une situation économique très difficile, assortie de la crainte de l'émergence de nouveaux troubles sociaux. Ils prévoient l'abolition totale du régime seigneurial et confirment la suppression du tribunal de l'Inquisition<sup>17</sup>. Les gouvernements entreprennent aussi une vaste réforme agraire et réactivent par décret le processus de *desamortización*<sup>18</sup>.

Les libéraux tentent aussi de régler la question épineuse de l'intervention fréquente des forces armées dans le champ du politique, par le biais de *pronunciamientos* successifs, en instituant une armée soumise au pouvoir civil et à la souveraineté nationale. Pour cela, ils votent une loi organique concernant l'armée, qui définit son rôle comme outil de défense de l'État contre les ennemis extérieurs, de défense de la liberté politique et de l'ordre public, et garante de l'exécution des lois<sup>19</sup>. Enfin, la réforme religieuse est au cœur des préoccupations des gouvernements libéraux, mais les mesures prises

17. Le décret du 6 août 1811 abolit les *señorios, vasallajes y derechos feudales*, et celui du 28 février 1813 l'Inquisition.

18. On pourra se référer à la ressource d'accompagnement consacrée au thème 2 du programme de première Bachibac.

19. *Ley Orgánica del Ejército aprobada por las Cortes en 9 de junio de 1821*, accessible [en ligne](#).

- la réduction du nombre de monastères ou encore la suppression de certains ordres religieux, comme celui des jésuites - suscite une profonde division entre l'État et l'Église mais aussi entre les tendances politiques au sein des Cortès.

Les élections aux Cortès de 1822 conduisent à la victoire des libéraux radicaux, qui forment un gouvernement en août. Cette arrivée au pouvoir entraîne une politique d'obstruction de la part de Ferdinand VII et de ses soutiens, dont les puissances du congrès de Vienne. Le roi sollicite l'aide des puissances européennes et obtient celle de la France, dirigée elle aussi par un Bourbon : « Cent mille Français, commandés par un prince de ma famille, par celui que mon cœur se plaît à nommer mon fils [le duc d'Angoulême, son neveu] sont prêts à marcher, en invoquant le Dieu de saint Louis, pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils d'Henri IV, préserver ce beau royaume de la ruine et le réconcilier avec l'Europe<sup>20</sup>. »

Malgré un retour à l'ordre monarchique, les oppositions favorables aux libertés politiques vont perdurer et, comme l'écrit Jean-Philippe Luis, « rien ne pouvait plus être comme avant et ces restaurations [celles de 1814 et de 1823] contraignirent la monarchie absolue à inventer des modes d'adaptation à la situation nouvelle qui influencèrent par la suite la construction de l'État et de la société libérale<sup>21</sup> ». Par ailleurs, le roi Ferdinand VII doit désormais composer avec l'esprit réformateur porté par les idées libérales, en mettant en place un « despotisme réformateur<sup>22</sup> ». Ainsi la monarchie espagnole, comme les autres monarchies européennes, doit prendre en considération le libéralisme et les principes hérités de la période révolutionnaire, comme le souligne l'historiographie récente.

### Comment se caractérise la seconde restauration en Espagne du roi Ferdinand VII ?

La restauration de 1823 diffère de celle de 1814 dans la mesure où l'État met en place un système répressif de grande ampleur (emprisonnements, exécutions) dont l'ambition est de toucher l'ensemble des structures d'encadrement de la société.

Ainsi, comme lors de la première restauration, une grande partie des libéraux fuient la répression en s'exilant en Angleterre et en France, en particulier à Paris ou à Bayonne. Comme l'indique l'historien Antonio Moliner Prada : « *la caída del régimen liberal en 1823 y la política represiva del gobierno de Fernando VII provocó la mayor oleada de exiliados políticos que se produjo en España durante el siglo XIX y la de la mayor duración, hasta 1833*<sup>23</sup>. » C'est depuis l'exil que l'opposition libérale fomente, durant cette seconde restauration monarchique, la majorité de ses pronunciamientos.

20. Discours de Louis XVIII du 27 janvier 1823, cité par Joseph PEREZ, *Histoire de l'Espagne*, Paris (Fayard), 1996, p. 526. Sur l'expédition des *Cien mil hijos de San Luis* et la contre-révolution, on pourra utilement se reporter aux articles suivants : Jean-Philippe LUIS, « La représentation antirévolutionnaire du monde : le cas espagnol (1808-1833) », *Siècles [En ligne]*, 43, 2016 ; Xavier CASALS I MESEGUER, « Los cien mil hijos de San Luis : los franceses invaden de nuevo España », *Clio: Revista de historia*, Año 2007, número 65, p. 46-53 ; Emmanuel LARROCHE, « Morale et intervention militaire dans la France de la Restauration : l'expédition d'Espagne », *Histoire, économie & société [en ligne]*, 2014/2 (33<sup>e</sup> année), p. 46-57.

21. *Histoire de l'Espagne contemporaine*, sous la direction de Jordi CANAL, Paris (Armand Colin), 2021, Chapitre 3 « Les restaurations de l'absolutisme », p. 37.

22. *Idem*, p. 44. Les pages 44 à 46 du livre montrent les caractéristiques de ce despotisme réformateur et le caractère paradoxale des deux restaurations en Espagne.

23. Antonio MOLINER PRADA, « Los exilios de afrancesados y de liberales », in Julio HERNÁNDEZ BORGE, Domingo L. GONZALEZ LOPO (coord.) *Exilios en la Europa mediterranea, Actas del coloquio internacional*, 2010, Universidad de Santiago de Compostela, p. 122.

Outre la politique répressive, cette seconde restauration s'illustre par un retour aux institutions de la monarchie absolue et la suppression de l'ensemble de la législation libérale établie entre 1820 et 1823. Cette période est aussi marquée par la question de la succession du roi à partir des années 1830. La faction ultra-absolutiste soutient la candidature de son frère, Carlos Maria Isidoro, et profite de la maladie du roi pour faire pression sur la couronne (conjuración de la Granja). Guéri, Ferdinand VII décide de supprimer la loi salique afin de permettre à sa fille de lui succéder et entreprend une timide politique d'ouverture vers l'opposition libérale, afin d'assurer un soutien à sa fille, la future Isabelle II.

**Lexique spécifique à faire acquérir :** *Restauración, liberalismo, Trienio liberal, Santa Alianza, Constitución, absolutismo, pronunciamiento, desamortización, afrancesados.*

### Exemples de mise en œuvre

#### *El Trienio liberal (1820-1823)*

Disponible sur le portail national, cette [séquence](#) a pour objectif d'analyser les raisons de l'échec du *Trienio liberal*. Les élèves travaillent par groupes sur un thème attribué par le professeur : ils collectent des informations selon un dispositif de classe inversée, conçoivent un diaporama et présentent leur thème en classe. Les outils numériques sont ici mobilisés.

#### *La herencia de Fernando VII*

Disponible sur le site de l'*Instituto de Enseñanzas a distancia de Andalucía*, cette [activité](#) se propose d'étudier les problématiques en lien avec la succession de Ferdinand VII. Les élèves travaillent sur des textes et des supports vidéos pour rédiger deux articles présentant des points de vue différents sur cette succession : le point de vue libéral et le point de vue carliste.

### Pièges à éviter

- Donner une vision linéaire et uniforme de la restauration monarchique et de l'opposition libérale sans en souligner la complexité.
- Traiter l'histoire de l'Espagne en la détachant du contexte européen

## Chapitre 2 – L'évolution politique de l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle : construction de l'État libéral et restauration des Bourbons

### Enjeux historiographiques

**La construction de l'État libéral en Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle** a fait l'objet depuis les années 1990 d'un profond renouvellement historiographique tant en Espagne qu'en France.

En effet, le XIX<sup>e</sup> siècle espagnol constitue une période d'expérimentations politiques durant laquelle plusieurs conceptions de l'État, portées par des projets politiques concurrents, s'entrechoquent comme le souligne l'historien Juan Pro Ruiz : « *los modelos de Estado que defendían cada partido o cada grupo social, ninguno consiguió imponerse por completo; pero todos, incluso los más contestatarios, dejaron alguna huella en el resultado final, el Estado que realmente se construyó*<sup>24</sup>. »

C'est surtout durant le règne d'Isabelle II que la construction de l'État libéral se renforce sur le plan tant administratif que territorial, sous l'impulsion notamment du parti libéral modéré<sup>25</sup>. Sur ce point, de nombreux travaux historiques, réalisés dans une dimension européenne et comparative, nous éclairent sur l'influence d'autres modèles politiques, en particulier le modèle français, même si ce dernier ne fut pas le seul : « *La apropiación del modelo francés incluía tanto fórmulas institucionales concretas como un concepto de Estado identificado con la Administración, y también un tipo de Administración específico, fuertemente centralizado [...] La construcción del Estado en España, como en otros países, ha sido resultado de una pugna entre proyectos dispares que pretendían orientar el proceso [...] Fueron varias las fuentes de inspiración europeas; pero entre todas ellas la de Francia fue sin duda la influencia predominante, tal vez como efecto de una influencia francesa más general sobre España, sostenida —tanto en el plano cultural como político— a lo largo de los siglos XVIII y XIX. Sin desdeñar la existencia de admiradores del modelo británico, que ocasionalmente hicieron notar esa inspiración, ni la ocasional mirada de los constructores del Estado español hacia doctrinas y soluciones institucionales procedentes de otros espacios europeos como Alemania, Italia o los Países Bajos*<sup>26</sup> ».

Cette circulation des modèles et des idées politiques dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle intéresse aujourd'hui de nombreux historiens travaillant dans le champ de l'histoire connectée. Ces derniers prêtent une attention particulière aux « *procesos de apropiación, transformación y resistencia experimentados por algunas fuerzas políticas españolas en relación con modelos procedentes de países concretos: Francia en el caso de los moderados, Gran Bretaña para los liberales, Estados Unidos y Francia para diversas familias republicanas*<sup>27</sup> ».

24. Juan PRO RUIZ, « La construcción del Estado en España: haciendo historia cultural de lo político », *Almanack* [en ligne], mai 2016 (13), p. 1-30.

25. Sur le règne d'Isabelle II, on peut utilement consulter la biographie rédigée par Isabel BURDIEL, *Isabel II. Una biografía* (1830-1904), Madrid (Taurus), 2010. Dans cet ouvrage, l'auteur croise la personnalité de la reine avec le contexte socio-politique de l'époque afin de dresser un portrait au plus juste de cette dernière. Dans un compte-rendu de l'ouvrage [en ligne], Juan Sisinio Pérez Garzón, indique : « *Puesto que la reina condensaba el poder del Estado en todas sus actividades, públicas o privadas, lógicamente su vida se transformó también en biografía de la implantación del mismo Estado liberal.* »

26. Juan PRO, « El modelo francés en la construcción del Estado español: el momento moderado », *Revista de Estudios Políticos* [en ligne], 175 (janvier-mars 2017), p. 299-301.

27. Florence PEYROU et Juan PRO, « Imaginar el Estado en la España del siglo XIX: circulación de ideas y modelos de referencia (presentación) », *Revista de Estudios Políticos* [en ligne], 175 (janvier-mars 2017), p. 237-241.

Depuis les années 1990, en Espagne comme en France, la thématique de la construction de l'État-Nation constitue aussi un autre champ d'investigations pour les historiens. Ces derniers s'intéressent au rôle de l'État dans la construction et l'enracinement du sentiment national en Espagne, qui suscitent de nombreux débats historiques, comme le souligne Stéphane Michonneau : « Depuis deux décennies maintenant, la question de la nation se pose avec acuité à l'historiographie espagnole. Selon une perspective constructiviste, les historiens ont souligné le caractère historiquement récent du sentiment national en Espagne. Ils ont insisté surtout sur le rôle prédominant de l'État dans l'élaboration et la divulgation de ce sentiment d'appartenance commune dans la population : le cœur du débat s'est centré sur le problème de la faiblesse de l'État espagnol qui se serait révélé incapable de nationaliser efficacement les populations qu'il dominait<sup>28</sup> ». Pour l'historien Borja de Riquer notamment, plusieurs indices concourent à prouver la faiblesse de la nationalisation des Espagnols : un État faible, dévoyé, inefficace, qui n'avait pas pu – ou voulu – développer les repères symboliques dont la plupart des nations européennes se dotaient au XIX<sup>e</sup> siècle : un hymne, un drapeau, une fête nationale, etc.<sup>29</sup>.

Cette thèse est aujourd'hui largement nuancée par certains historiens comme Stéphane Michonneau<sup>30</sup> ou encore José Álvarez Junco, qui se penche dans ses travaux sur « le nationalisme espagnol et les phénomènes nationaux en Espagne » en analysant « les processus de construction de l'identité espagnole tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup> ».

Aujourd'hui, les tendances de l'historiographie espagnole mettent l'accent sur l'étude du *Sexenio democrático*, analysé comme un tournant important dans la vie politique de l'Espagne car il met en tension la conception centraliste de l'État libéral, édifiée depuis les années 1830, avec l'émergence de projets proposant une vision plus décentralisée de l'État<sup>32</sup>.

---

28. Stéphane MICHONNEAU, « L'État-Nation en question : le cas du XIX<sup>e</sup> siècle espagnol », in Xavier HUETZ DE LEMPS, Jean-Philippe LUIS (dir.), *Sortir du labyrinthe : Études d'histoire contemporaine de l'Espagne. Hommage à Gérard Chastagnaret* [\[en ligne\]](#), Madrid (Casa de Velázquez), 2012, p. 275-300.

29. Dans son article, Stéphane MICHONNEAU indique que « selon cet historien barcelonais la raison pour laquelle surgirent à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle des nationalismes nouveaux, le catalanisme et le basquisme essentiellement, qui furent susceptibles de promouvoir un projet national propre, plus cohérent que celui de l'État espagnol. Les nationalismes " périphériques » naîtraient donc d'un déficit d'État, au contraire de la thèse généralement admise qui en faisait les produits réactifs d'une emprise excessive de l'État sur les régions » (*op. cit.* p. 275).

30. Toujours dans le même article, l'historien français montre comment l'« organisation nationale de la communauté politique est prise en tension entre un pôle infranational et un pôle supranational » (*op. cit.* p.276). Il adjoint à son développement un schéma résumant les tensions et conceptions diverses de la communauté politique en Espagne.

31. José ÁLVAREZ JUNCO, *Mater Dolorosa, La idea de España en el siglo XIX*, Madrid (Taurus), 2001, cité dans *Histoire de l'Espagne contemporaine*, sous la direction de Jordi CANAL, Paris (Armand Colin), 2021, p. 152.

32. Sur ce point, voir les travaux de Rafael VILLENA ESPINOSA, « La crisis del Estado centralista y la administración territorial en el Sexenio », *Ayer* (Asociación de Historia Contemporánea), Año 2001, Número 44, p. 83-108 [\[en ligne\]](#).

## Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux approches complémentaires de la construction de l'État libéral pour illustrer les débats historiographiques sur cette question.

**Jesús MILLAN, « La primera fase del Estado-nación en España, 1808-1880 : cambios sociales y espacios políticos », Cahiers de civilisation espagnole contemporaine, 20, 2018 [en ligne].**

Con respecto a la mayor parte de la Europa consolidada tras las revoluciones de 1848, las culturas políticas del liberalismo español estaban marcadas por el origen revolucionario, basado en el popular principio de la soberanía nacional. El modelo común de «monarquía constitucional» carecía aquí de uno de sus elementos, la carta otorgada, ya que la Corona –llamada a confluír con la representación del cuerpo electoral– siempre hubo de aceptar procesos constituyentes. Sobre todo, en círculos avanzados la nación soberana tendía a identificarse con los sectores dispuestos a movilizarse en espacios concretos para defender la libertad que consideraban amenazada. En paralelo, en España tuvo una importancia definitoria del espacio político la autonomía municipal, especialmente, el rechazo progresista a la designación del alcalde por parte del gobierno. Todo ello, junto con el reiterado desprestigio de las figuras reales, configuró un contexto duradero, en que el soberanismo y la capacidad constituyente de la nación tenían plasmaciones locales e inmediatas. En realidad, el énfasis en la soberanía nacional derivó más hacia su escenificación mediante cadenas de movilizaciones milicianas y pronunciamientos que hacia el fomento de la participación electoral. Esta fórmula casi republicana fue compatible con ciertas prácticas de la política de élites. Si bien los distintos liberalismos burgueses se distanciaron pronto, en mayor o menor medida, de las iniciales fórmulas radicales sobre la soberanía nacional, también es cierto que buena parte de esos sectores elitistas volvieron a activar periódicamente la cultura del soberanismo constituyente. Que esto sucediera en 1868, cuando hacía dos décadas que los Estados europeos se consolidaban al margen de esos principios, muestra la fuerza de este factor en el caso de España. La experiencia iniciada entonces, el Sexenio democrático (1868-1874), significaría también el fin de una primera fase del Estado nacional en España. [...]

En esa trayectoria hay que tener también en cuenta el papel desempeñado por la Corona. Esta formaba parte de una Monarquía constitucional y cabía esperar que desempeñara sus funciones según lo previsto en procesos constituyentes –protagonizados por fuerzas políticas que surgían de la sociedad– y contando con instituciones que habían sido profundamente alteradas por la quiebra del imperio, las guerras y la revolución. Sin duda, el cambio que representaba el liberalismo político fue polémico y halló resistencias significativas en parte de la sociedad. Pero la resistencia antiliberal fracasó reiteradamente en su proyectado asalto al Estado. Las divisiones entre partidos no impidieron tampoco que se esbozaran fórmulas compartidas que hubieran permitido la alternancia, como sucedió en 1843-1844 y en las décadas de 1850 y 1860. Sin embargo, la vitalidad del soberanismo en España en la época del liberalismo de élites –cuando la Monarquía se consideraba forma obligada del Estado europeo– avivó el recelo contra toda pretendida autoridad aclamatoria y estimuló la exigencia de la parlamentarización, precozmente intensa a escala europea. Así naufragaron los ensayos de un posible bonapartismo, como sucedió con Espartero o Prim. Las figuras reales –la regente M<sup>ª</sup> Cristina de Borbón y su hija, la reina Isabel II– no desarrollaron la confluencia con la representación del electorado, como se logró, en fases decisivas, en Bélgica, Piamonte o Prusia. La Corona ejerció, directamente o instrumentalizada por un grupo, el proyecto de revertir los orígenes constituyentes y revolucionarios de la peculiar Monarquía constitucional española. Todo indica que, en ese empeño, desbarató las bases de la consolidación del gobierno parlamentario y del sistema de partidos.

**Borja RIQUER I PERMANYER, Gérard BREY, « La faiblesse du processus de construction nationale en Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 41, N° 2, avril-juin 1994, p. 353-366 [\[en ligne\]](#)**

Il me semble tout d'abord essentiel d'insister sur la fragilité politique du régime libéral espagnol, qui s'est construit au cours d'une sanglante et longue guerre civile : on sait en effet que les principales mesures politiques, juridiques et économiques de la Révolution libérale ont été prises en pleine guerre carliste, entre 1833 et 1840. Cela veut dire que le nouveau système est né d'une rupture nationale préalable, de la victoire de certains secteurs sociaux et politiques sur d'autres. Et par la suite, il s'est consolidé sous le contrôle des élites militaires et politiques qui représentaient les secteurs les plus conservateurs du libéralisme. [...]

L'élite politique et militaire libérale agit à partir de 1843 animée uniquement par la préoccupation de circonscrire et de modérer la révolution et d'éviter d'être débordée par les « démocrates ». Pour cette raison, leurs priorités consistèrent à défendre le modèle de société des nouveaux propriétaires bourgeois et à freiner les mouvements revendicatifs populaires. [...]

L'élite politique qui monopolisa le pouvoir de 1840 à 1873 agit à peine comme un groupe ayant une authentique volonté nationale. Les libéraux respectables édifièrent un régime d'exclusion qui avait tendance à concevoir les problèmes en termes d'ordre public. Il y avait une absence totale de réciprocité entre l'État et la majorité des citoyens ; ce que ceux-ci recevaient de l'administration était si insuffisant que cela pouvait difficilement servir à légitimer le système. Le régime libéral espagnol était incapable d'atténuer les conflits provoqués par les fractures de la société civile. L'élite politique n'avait pas recours aux instruments du consensus politique (comme les élections libres et ou l'alternance pacifique au pouvoir) pour trancher les différends. Au contraire, c'est la tendance à les résoudre par la violence et l'exclusion qui l'emportait. Les fractions politiques libérales accédaient au pouvoir en recourant au soulèvement militaire (*pronunciamiento*), c'est-à-dire par la force des armes. Le poids du pouvoir militaire, accru par la faiblesse du pouvoir civil, fit de l'armée, et non des partis libéraux, l'unique instrument de changement politique jusqu'en 1875. Tout cela fit du régime libéral espagnol un système politique extrêmement instable, où n'existaient ni gouvernements ni partis solides : entre 1840 et 1875, l'Espagne connut soixante-dix gouvernements différents, d'une durée moyenne inférieure à sept mois ; vingt-neuf d'entre eux furent présidés par des militaires. [...]

Pour toutes ces raisons le régime libéral espagnol ne parvint pas à imposer sa légitimité aux yeux de nombreux secteurs sociaux, étant donné que l'élite dominante n'exerça pas, de fait, une authentique hégémonie politique et s'appuyant sur un projet national cohérent. Cette absence d'hégémonie libérale bourgeoise est clairement mise en évidence par l'incapacité des classes dirigeantes espagnoles à élargir la base sociale des institutions politiques et à créer le consensus. Les tentatives en ce sens furent rarissimes et finirent toujours par provoquer une réaction autoritaire et régressive. Et celles qui allèrent dans le sens d'une ouverture politique, comme le « biennat progressiste » de 1854-1856 et l'intermède démocratique de 1868-1873, furent de courte durée et finirent par échouer.

## Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Ce chapitre 2 aborde spécifiquement l'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle, une histoire marquée par la construction d'un État libéral et la restauration des Bourbons à partir de 1874, après l'échec de la mise en place d'une Première République dans le pays.

## La place du chapitre dans la scolarité des élèves

Sur ce chapitre, les élèves ne possèdent aucun acquis.

## Éléments de problématisation

Ce chapitre a pour objet l'étude de l'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle à travers la construction de l'État libéral et la restauration des Bourbons. Les progrès du libéralisme pourront être soulignés notamment sous le règne d'Isabelle II. Une attention spécifique pourra être accordée à la période du *sexenio democrático* et à la restauration des Bourbons en 1874.

**Problématique générale du chapitre :** Quelles furent les grandes phases de l'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle durant lesquelles se construisent, non sans difficultés, les fondements d'un État libéral dans le pays ?

## Comment mettre en œuvre l'évolution politique de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Dans ce chapitre, on mettra en avant les trois points suivants :

- les progrès du libéralisme sous le règne d'Isabelle II, malgré les oppositions conflictuelles persistantes (1833-1868) ;
- la période spécifique du « *Sexenio democrático* » et la mise en place de la Première République pour s'interroger sur les raisons de l'échec du projet républicain en Espagne (1868-1874) ;
- la période de restauration des Bourbons sur le trône d'Espagne.

## Comment s'illustrent les progrès du libéralisme en Espagne durant le règne d'Isabelle II ?

Sous le règne d'Isabelle II (1833-1868), on assiste à la construction d'un nouvel État libéral. Si pendant la Régence (1833-1843), les fondements juridiques et sociaux de l'État ont été établis, à partir de 1843, l'institutionnalisation s'accroît en prenant appui sur des bases constitutionnelles plus stables et sur un appareil d'État (politique, administratif et fiscal) qui s'installe de manière pérenne, mais non sans oppositions.

Le règne d'Isabelle II est aussi marqué par l'essor des partis libéraux (modérés et progressistes), qui structurent la vie politique et exercent le pouvoir. Il convient de souligner toute la complexité et les nuances idéologiques des courants libéraux ainsi que leur empreinte sur la vie politique, et les réformes menées en vue de renforcer les structures de l'État libéral dans le pays.

Les historiens espagnols divisent traditionnellement le règne personnel d'Isabelle II en trois temps : la *década moderada* jusqu'en 1854, le *bienio progresista* entre 1854 et 1856 et, jusqu'à la fin du règne, l'alternance des gouvernements modérés et de la *Unión liberal*.

- **La *década moderada* (1844-1854)** : les modérés gouvernent avec l'appui de la reine pendant dix ans jusqu'au soulèvement militaire progressiste connu sous le nom de *Vicalvarada* (1854). Plusieurs réformes renforcent le pouvoir royal et l'administration : réforme fiscale (loi Mon-Santilla), réforme judiciaire (Code pénal de 1848), réforme de l'éducation (loi Moyano), création de la *Guardia civil*<sup>33</sup>. Dans un souci d'apaisement social, l'État cherche à améliorer ses relations avec l'Église, peu encline à s'ouvrir au libéralisme et favorable en grande partie au carlisme, en signant, en 1851, un concordat : le Saint-Siège reconnaît Isabelle II, et en contrepartie, l'État s'engage à soutenir l'Église (budget du culte et du clergé), lui accorde de larges pouvoirs en matière d'éducation et reconnaît le catholicisme comme religion officielle du pays. Sur le plan institutionnel, la Constitution de 1845 consacre l'idée d'une souveraineté partagée entre le roi et les Cortès mais ne reconnaît pas la souveraineté nationale. Les gouvernements modérés n'ont pas réussi, malgré l'ampleur des réformes engagées, à donner une stabilité politique à l'État. Les critiques pointent du doigt une vie politique qui ne se déroule pas aux Cortès, mais dans les arcanes de la cour : les *camarillas*. La corruption des gouvernements modérés est aussi dénoncée et les revendications progressistes et démocrates se font entendre, notamment par l'organisation d'un nouveau *pronunciamiento* en 1854 qui amène les progressistes au pouvoir.
- **Le *bienio progresista*** : il peut être intéressant d'insister sur la volonté de restaurer les idées du parti libéral progressiste (rétablissement de la loi municipale permettant d'élire les maires directement, retour de la milice nationale, instauration de la liberté de culte). On peut aussi évoquer, en lien avec le premier chapitre du thème 2, l'ambitieux plan de réformes économiques engagées, mais de manière succincte car la question sera abordée plus en détail dans le thème suivant<sup>34</sup>. Cependant, les mesures engagées ne parviennent pas à remédier à la crise de subsistances, et l'agitation sociale gagne du terrain. C'est dans ce contexte troublé, où des divisions émergent au sein du mouvement libéral progressiste (les plus modérés formant la *Unión liberal* autour de O'Donnell, les plus radicaux créant le parti démocrate) qu'a

33. On peut y ajouter la réforme de l'administration publique, la réforme de l'administration territoriale et la division provinciale mise en place en 1833, ainsi que la réforme de l'administration locale en 1845 qui vient fermer toute possibilité d'autonomie.

34. On pourra se référer à la ressource d'accompagnement consacrée au thème 2 du programme de première Bachibac.

lieu un nouveau *pronunciamento* qui renverse le gouvernement progressiste et ouvre une nouvelle ère pour les modérés de *la Unión liberal* à partir de 1856<sup>35</sup>.

- **1856-1868** : cette période est dominée par l'alternance au pouvoir des unionistes et des modérés et un retour à la situation antérieure à 1854 et aux réformes entreprises par les gouvernements du *Bienio progresista*. Par ailleurs, on peut souligner la volonté de *la Unión liberal* de restaurer le rôle de l'Espagne comme puissance internationale, notamment en se lançant dans des expéditions coloniales<sup>36</sup>. En 1866, la situation du gouvernement s'aggrave à la suite d'une nouvelle crise de subsistance, qui engendre un fort mécontentement populaire. Devant l'impasse politique, les progressistes, démocrates et républicains signent le Pacte d'Ostende, par lequel ils s'engagent à renverser Isabelle II. La révolution de 1868 acte deux ans plus tard cette décision. Initié par l'amiral unioniste Topete, à Cadix, le soulèvement militaire est rapidement rejoint par des mouvements populaires qui forcent Isabelle II à s'enfuir en France. C'est la révolution *la Gloriosa*.

### Pourquoi peut-on dire que le « *Sexenio democrático* » inaugure une phase de nouvelles expérimentations politiques en Espagne ?

Après cette révolution, un nouveau gouvernement provisoire dirigé par Serrano se met en place, avec le général Prim au ministère de la Guerre. Il convoque des élections au suffrage universel masculin aux Cortès constituantes. En 1869, une nouvelle Constitution est rédigée, articulée autour du principe de la souveraineté nationale. Ce nouveau texte rétablit une série de libertés pour les citoyens espagnols (droit de réunion, d'association, liberté de culte). Longuement débattu, le texte constitutionnel promulgué en juin 1869 inaugure une nouvelle étape de la démocratisation de la société espagnole.

Après l'approbation de la Constitution, qui établit la monarchie comme régime politique, le général Serrano est nommé régent et Prim continue de présider le gouvernement. L'option des Bourbons étant exclue, la recherche d'un candidat approprié pour la Couronne commence parmi les familles royales européennes et le choix des Cortès se porte sur Amédée de Savoie, fils de Victor-Emmanuel II, roi d'Italie. Le nouveau roi se trouve rapidement confronté à une triple opposition : celle des carlistes, celle des *alfonsinos* (partisans d'Alphonse, fils d'Isabelle II) et celle des républicains. Son règne, très bref, est caractérisé par une forte instabilité politique qui le contraint à abdiquer en 1873.

Le vide du pouvoir oblige les deux assemblées législatives à se réunir le 11 février 1873, bien que cette réunion soit interdite par la Constitution, pour proclamer la mise en place d'un nouveau régime : la République. Ainsi, comme le souligne Stéphane Michonneau, la « naissance institutionnelle, sans dissolution des Cortès existantes, ni gouvernement provisoire ou convocation d'élections législatives en vue de constituer une Assemblée constituante posait d'emblée un problème de légitimité<sup>37</sup> ». En effet, le nouveau régime doit faire face à l'opposition des groupes sociaux les plus influents (Église, haute bourgeoisie, grands propriétaires terriens) hostiles à la politique menée par la Première République dont les gouvernements établissent une série de réformes radicales, non sans débats : séparation de l'Église et de l'État, mise en place d'une nouvelle réglementation sur le travail des enfants, abolition de l'esclavage à Cuba et à Porto Rico.

35. Des éléments de biographie de Leopoldo O'Donnell (1809-1867) sont disponibles [en ligne](#) sur le site Pares, portal de los Archivos españoles, Ministerio de la cultura y deporte.

36. Ce point est développé dans le chapitre 2 du thème 2 du programme d'histoire de première Bachibac.

37. *Histoire de l'Espagne contemporaine*, sous la direction de Jordi Canal, Paris (Armand Colin), 2021, p. 127.

Sur l'expérience de la Première République, il convient aussi de mettre l'accent sur l'instabilité politique qui caractérise le régime (quatre présidents en une année : Figueras, Pi y Margall, Salmerón et Castelar), sur les divisions au sein du parti républicain au sujet de la structure de l'État à mettre en place, et sur le « choix effectué en juin d'une République fédérale organisée de haut en bas [qui] choqua ceux qui voulaient la fonder de bas en haut : les cantonalistes<sup>38</sup> ». Ces tensions internes et cette forte instabilité politique se déroulent dans un contexte international difficile avec la poursuite de l'engagement du pays dans la guerre de Cuba<sup>39</sup>.

### Quelles sont les spécificités de la restauration des Bourbons ?

La restauration des Bourbons apparaît comme la solution aux maux que connaît le pays. C'est par un nouveau *pronunciamiento* que cette idée se concrétise en 1874. Alphonse, fils d'Isabelle II, est rappelé par le général Martínez Campos, à l'origine du *pronunciamiento*, ce qui met fin à la Première République. Le jeune roi s'engage sur plusieurs points : la limitation du pouvoir concédé à la Couronne, la garantie d'une nouvelle Constitution pour l'Espagne, et la pacification du pays, encore marqué par une guerre carliste et par le soulèvement cubain.

La Constitution de 1876, dont l'homme fort est Cánovas del Castillo, établit cependant une monarchie forte qui s'appuie sur un droit de veto et la possibilité de dissoudre les Cortès. Concomitamment, le texte institue un système bicaméral (*Congreso de los diputados* et *Senado*), établit une relative tolérance religieuse et garantit des droits et des libertés. Néanmoins, la vie politique durant la restauration est caractérisée par la fraude électorale (*pucherazo*). Par ailleurs, en 1876, la paix est rétablie à l'intérieur par des négociations avec les chefs carlistes et outre-Atlantique par la paix de Zanjón de 1878.

Le roi décède de la tuberculose à l'âge de 28 ans en 1885 et sa veuve, Marie-Christine, alors enceinte, devient régente. Elle donne naissance, en 1886, au fils posthume d'Alphonse XII, le futur Alphonse XIII. Cette nouvelle régence est surtout marquée par une « politique de pactes ». Le pacte du Pardo permet en effet aux deux figures majeures de la politique espagnole, le conservateur Cánovas del Castillo et le libéral Sagasta, de se succéder au pouvoir. C'est le *turnismo*, alternance politique qui n'est rendue possible que par un étroit contrôle des élections et une fraude électorale généralisée. Ce fonctionnement, qui repose sur les caciques locaux, exclut *de facto* du pouvoir les représentants des partis hors système (républicains, socialistes, régionalistes).

La régence de Marie-Christine est également caractérisée par une série de crises sévères : crise coloniale, crise économique et sociale, crise politique (apparition et développement rapide des régionalismes, particulièrement virulents en Catalogne et au Pays basque). En 1902, Alphonse XIII devient roi d'une Espagne fragilisée. À l'inverse de son père, il ne parvient pas à impulser les réformes nécessaires.

**Lexique spécifique à faire acquérir :** *liberalismo, bienio progresista, sexenio democrático, moderandismo, progresismo, unionismo, pronunciamiento, caciquismo, turnismo, pucherazo.*

38. *Ibid.*

39. On pourra se référer à la ressource d'accompagnement consacrée au thème 2 du programme de première Bachibac.

### Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol.

#### *La revolución de 1868 : la « Gloriosa »*

Lors de cette [séance](#) d'une heure, les élèves prélèvent des informations dans des documents pour construire une carte mentale. Ce travail peut donner lieu à une restitution à l'oral.

#### *El Estado liberal : étude critique de document(s)*

Cet exemple d'[évaluation](#) peut être donné en classe ou à la maison à la fin de la séquence. Il peut être aussi envisagé comme un exercice de consolidation à la fin de la séance dédiée à l'étude de la révolution de 1868 et de la période démocratique. Le travail proposé ici a deux objectifs : préciser les attendus de l'étude critique d'un document et réfléchir à une évaluation qui permettrait à l'élève d'avoir un retour qualitatif sur sa production grâce à une proposition d'échelle descriptive.

### Pièges à éviter

- Chercher l'exhaustivité en explicitant tous les gouvernements de cette période et les réformes engagées.
- Avoir une vision univoque du libéralisme espagnol sans en souligner toute la complexité.

## Chapitre 3 – L'évolution politique de la France de la II<sup>e</sup> à la III<sup>e</sup> République

Pour ce chapitre, on se reportera utilement aux fiches ressources éducol élaborées pour le programme de tronc commun en histoire-géographie : [« La France dans l'Europe des nationalités : politique et société \(1848-1871\) »](#) et [« La Troisième République avant 1914 : un régime politique, un empire colonial »](#).

## Bibliographie et ressources

### Sur le chapitre 1

#### Sources

- Sur le site du ministère de la Culture espagnol, un dossier réalisé à l'occasion du [bicentenario del Trienio Liberal \(1820-1823\)](#) propose des sources documentaires et des indications bibliographiques.

#### Ressources en ligne

- Sur le site canal UNED, une émission intitulée « [Los reinados de Fernando VII y Isabel II](#) ».
- Sur le site de la *Real Academia de la Historia*, une captation vidéo de la conférence de Juan Pablo Fusi présentée en 2020 et consacrée au « [Trienio Constitucional 1820-1823](#) ».
- Sur le site du ministère de l'Éducation espagnol, le département de l'éducation recense des [ressources pédagogiques pour le programme d'histoire de première Bachibac](#).
- Dans sa série de podcasts « Brèves de classes », l'APHG propose deux émissions du 3 juin 2020 : l'une avec Pierre-Marie Delpu intitulée « [Nations et nationalismes en Europe](#) », l'autre avec Bertrand Goujon intitulée « [Restauration\(s\) en Europe](#) ». L'APHG propose également une table ronde consacrée aux « [nationalités d'hier à aujourd'hui](#) » et une conférence d'Éric Anceau sur « [La construction de nouveaux États par la guerre et la diplomatie, 1848-1871](#) ».

#### Bibliographie indicative

- ÁLVAREZ JUNCO José y SHUBERT Adrian (éd.), *Nueva historia de la España contemporánea (1808-2018)*, Barcelona (Galaxia Gutenberg), 2018.
- APRILE Sylvie, *1815-1870, la Révolution inachevée*, Paris (Belin), coll. « Histoire de France », 2014.
- BERNECKER Walther L., *España entre tradición y modernidad. Política, economía, sociedad (siglos XIX y XX)*, Madrid (Siglo XXI), 2009.
- CANAL Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- COMELLAS José Luis, *Historia de España en el siglo XIX*, Madrid (Ed. Rialp), 2017.
- FONTANA Josep y VILLARES Ramon, *Historia de España, la época del liberalismo, volumen 6*, Madrid (Ed. Critica/Marcial Pons), 2018 (7<sup>e</sup> édition).
- FUSI AIZPURÚA Juan Pablo, *Historia mínima de España*, México (Turner), 2019.
- HUET DE LEMPS Xavier et LUIS Jean-Philippe, *Sortir du labyrinthe, L'État-nation en question, Le cas espagnol au XIX<sup>e</sup> siècle*, Madrid (Casa Velasquez), 2021.
- LENTZ Thierry, *Le congrès de Vienne. Une refondation de l'Europe (1814-1815)*, Paris (Perrin), 2012.

- PÉREZ Pablo, PELAZ-VIDAL José, GONZALEZ Mariano y BLANCO Roberto, *España contemporánea, una mirada desde el siglo XXI*, Pampelune (Ed. Universidad de Navarra), 2021.
- SINGARAVÉLOU Pierre, VENAYRE Sylvain (dir.), *Histoire du monde au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris (Fayard), 2017.

## Sur le chapitre 2

### Ressources en ligne

Sur le site canal UNED, deux émissions :

- [El reinado de Isabel II](#) ;
- [El Sexenio democrático](#).

Sur le site de la RTVE, les vidéos de la série *Memorias de España* :

- [Por la senda liberal](#) ;
- [El regreso de los Borbones](#).

Sur le site de la *Real Academia de la Historia*, une captation vidéo de la conférence de Juan Pablo Fusi présentée en 2019 et consacrée à « [La revolución de 1868 y sus consecuencias. Cambios políticos e institucionales](#) ».

Sur le site du ministère de l'Éducation espagnol, le département de l'éducation recense des [ressources pédagogiques pour le programme d'histoire de première](#) Bachibac.

### Bibliographie indicative

- ÁLVAREZ JUNCO José y SHUBERT Adrian (éd.), *Nueva historia de la España contemporánea (1808-2018)*, Barcelona (Galaxia Gutenberg), 2018.
- CANAL Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- CANAL Jordi, « Un siècle de guerre civile », *L'Espagne des origines à nos jours*, Paris (Pluriel/L'Histoire), 2013, p. 181-190.
- COMELLAS José Luis, *Historia de España en el siglo XIX*, Madrid (Ed. Rialp), 2017.
- FONTANA Josep y VILLARES Ramón, *Historia de España, la época del liberalismo, volumen 6*, Madrid (Ed. Critica/Marcial Pons), 2018 (7<sup>e</sup> édition).
- FUSI AIZPURÚA Juan Pablo, *Historia mínima de España*, México (Turner), 2019.
- HUET DE LEMPS Xavier et LUIS Jean-Philippe, *Sortir du labyrinthe, L'État-nation en question, Le cas espagnol au XIX<sup>e</sup> siècle*, Madrid (Casa Velasquez), 2021.
- NOURY Philippe, *Histoire de l'Espagne. Des origines à nos jours*, Paris (Tallandier), 2019.
- PÉREZ Pablo, PELAZ-VIDAL José, GONZÁLEZ Mariano y BLANCO Roberto, *España contemporánea, una mirada desde el siglo XXI*, Pampelune (Ed. Universidad de Navarra), 2021.
- PRO Juan, *La construcción del Estado en España. Una historia del siglo XIX*, Madrid (Alianza editorial), 2019.

## Sur le chapitre 3

Outre les ressources indiquées dans les fiches éducol de la voie générale, quelques indications complémentaires sont proposées ici.

### Ressources en ligne

- L'Assemblée nationale propose un riche dossier sur l'[histoire parlementaire de la III<sup>e</sup> République](#).
- Le musée d'Orsay propose un parcours sur [la République et ses images](#).
- La fondation Napoléon propose sur son site des ressources pour l'enseignement, notamment une rubrique [histoire des deux empires](#).

### Bibliographie indicative

- ANCEAU Eric, *La France de 1848 à 1870. Entre ordre et mouvement*, Paris (Le Livre de Poche), 2002.
- BOUDON Jacques-Olivier, « Les Bonaparte, regards sur la France impériale », *La Documentation photographique* N° 8073, Paris (Documentation française), février 2010.
- FUREIX Emmanuel et JARRIGE François, *La Modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle français*, Paris (La Découverte), 2015.
- LARRÈRE Mathilde, « Lieux et symboles de la République », *La Documentation photographique* N° 8130, Paris (CNRS Éditions), 2019.